

## COMMUNIQUÉ

**PRÉSIDENT DU GROUPE DES FÉDÉRATIONS INDUSTRIELLES (GFI),  
YVON JACOB AFFIRME : « FAIRE LE CHOIX D'UNE POLITIQUE D'OFFRE EST INDISPENSABLE  
POUR UNE INDUSTRIE PLUS COMPÉTITIVE ET UNE CROISSANCE PLUS FORTE »**

Le Groupe des Fédérations Industrielles (GFI) rassemble 16 Fédérations membres du MEDEF, qui représentent plus de 90 % de l'industrie. Lors de sa conférence de presse du 3 octobre 2007, le GFI a présenté avec COE-Rexecode le bilan industriel 2007, les perspectives 2008 et les grandes lignes d'une politique d'offre compétitive pour notre pays.

Clairement, le bilan industriel à mi-2007 présente quelques indicateurs encourageants :

- la production industrielle s'est redressée (+ 0,5 %) et l'écart avec l'évolution de celle de la zone euro s'est stabilisé ;
- l'investissement devrait s'inscrire en croissance de l'ordre de 7 % ;
- les exportations de biens industriels gagnent 2,3 % sur les 7 premiers mois 2007.

Mais la compétitivité de l'industrie française, notamment par rapport à celle de l'Allemagne et de la zone euro, reste soumise à trois fortes contraintes :

- la première porte sur des coûts de production excessifs par rapport au benchmark européen et qui ne sont pas compensés par une productivité considérée globalement comme plutôt avantageuse. La cause essentielle de ces surcoûts est bien connue : des charges sociales et des prélèvements fiscaux qui pénalisent les facteurs de production que sont l'emploi et l'investissement.
- la seconde résulte d'une contraction spectaculaire de l'excédent brut d'exploitation (EBE) des entreprises : 24,5 % de la valeur ajoutée à mi-2007 contre 30,3 % en 2000.
- Enfin, le niveau record de l'euro qui oblige les entreprises françaises à réduire leurs prix, donc leurs marges, sur les marchés de la zone dollar.

En conséquence, ces contraintes pèsent sur la capacité à investir des entreprises industrielles.

« Dans ces circonstances, le GFI plaide pour une politique d'offre compétitive pour notre pays » affirme Yvon Jacob, Président du GFI. « D'ailleurs, le Gouvernement en est bien conscient puisqu'il a immédiatement décidé de desserrer la contrainte de l'offre de travail (heures supplémentaires) et d'inciter fortement les entreprises à investir dans la R et D et l'innovation technologique (crédit d'impôt recherche rénové) ».

Yvon Jacob poursuit : « Mais il reste deux domaines où nous attendons des réformes structurelles en 2008 : la fiscalisation partielle du financement de la protection sociale, notamment par la TVA, et la réforme annoncée, mais tant attendue par l'industrie, de la taxe professionnelle.

Le GFI prend position en faveur d'une TVA majorée. L'exemple allemand prouve qu'accompagnée d'autres réformes de fond, une hausse de la TVA, bien utilisée, produit trois effets positifs : plus de compétitivité, moins de déficits publics, plus de croissance.

Quant à la réforme de la taxe professionnelle, elle doit s'inscrire naturellement dès 2008 dans une politique d'offre compétitive. Il n'est pas acceptable que du seul fait de la taxe professionnelle, un investissement industriel de 100 coûte 160 s'il est réalisé en France et 100 partout ailleurs en Europe.

Le Président du GFI conclut : « Le Président de la République incite tous les acteurs, privés et publics, à aller chercher 1 point de plus de croissance. Nous partageons l'objectif. L'industrie française y contribuera. Plus vite les réformes structurelles et une réelle politique d'offre compétitive seront décidées et mises en œuvre, plus vite l'objectif sera atteint ».



*L'ensemble du dossier de presse est téléchargeable sur le site du GFI : [www.industrie-gfifrance.com](http://www.industrie-gfifrance.com)*

**Contact presse :**

Solange Stricker / Christina Bel  
Solange Stricker & Associés  
Tél : 01 40 71 06 97  
Fax : 01 40 71 07 28

**Contact GFI :**

Thierry Noblot  
Tél : 01 47 17 60 06  
Fax : 01 47 17 60 80